

Madame la Rectrice,

Nous voulons solennellement vous alerter sur l'incompréhension grandissante face à une gestion de la pandémie dans l'Éducation nationale totalement illisible et inconséquente.

Le renvoi au local et seulement « dans la mesure du possible » pour reprendre les termes du protocole sanitaire, conduit à des disparités d'appréciations et de décisions qui n'ont pas de sens.

Le discours binaire, du Ministre et du Gouvernement, consistant à placer tous ceux qui s'inquiètent de cette non gestion du risque à l'école dans le camp de ceux qui voudraient la fermeture des établissements, n'est pas responsable.

Depuis le mois de mai 2020, le SNES-FSU, avec d'autres, fait des propositions permettant de concilier la scolarisation en présentiel des collégiens et lycéens et la protection de leur santé ainsi que celle des personnels et au-delà des familles. Nous demandons depuis des mois que les scénarios soient anticipés et non découverts quelques heures seulement avant leur mise en œuvre. Nous ne sommes entendus sur rien ! Le Ministre se répand sur les plateaux en contre-vérités scientifiques et en polémiques politiciennes outrancières contre les organisations de jeunesse ou syndicales qui contestent sa politique éducative. C'est irresponsable et décalé alors que 300 personnes en moyenne décèdent chaque jour du Covid depuis le mois de novembre.

Que cessent les discours lénifiants, en décalage abyssal avec la réalité des collèges et lycées, que cessent les discours visant à minorer voire à nier la circulation du virus dans les établissements. Que cesse le discours sur la priorité donnée à la jeunesse et à sa scolarisation alors que des postes sont supprimés, c'est l'objet de ce CTA, que les dégâts pédagogiques causés par le confinement du printemps sont niés, que les données scientifiques sont moquées, que les étudiants sont précipités massivement dans la précarité, font la queue aux distributions alimentaires et rencontrent d'immenses difficultés à suivre un enseignement 100% distanciel depuis le mois d'octobre. Quelle priorité à la jeunesse en effet !

Maintenir les établissements ouverts est une nécessité, qui ne peut reposer sur le seul surinvestissement des personnels, à bout de souffle, elle impose des moyens que nous n'avons pas ! Quand nous seront-ils donnés ? Elle impose des mesures qui ne sont pas prises. Quand des paroles aux actes ? Nous demandons à ce que des mesures permettant de limiter le brassage dans les établissements soient partout mises en œuvre. Nous demandons la mise en œuvre de véritables campagnes régulières et massives de tests dans les établissements. Nous demandons que des mesures soient prises pour permettre d'évaluer et d'améliorer la qualité de l'air dans les classes et les lieux de restauration. La vaccination des personnels doit être organisée prioritairement et nous attendons des engagements précis sur un calendrier vaccinal au-delà des effets d'annonce.

Nous demandons enfin des créations de postes, une révision des programmes et des modalités d'examens pour permettre aux élèves et au système éducatif dans son ensemble de surmonter la crise majeure que nous traversons.